

**Débat de politique départementale à l'initiative
du groupe des élus socialistes :**

**« Crise pétrolière et retour de l'inflation :
quels enjeux pour la Seine-Maritime ? »**

Intervention d'Alban BRUNEAU

Monsieur Le Président, Chers Collègues,

Face à la guerre en Iran, la seconde en moins d'un an, déclenchée par l'extrême-droite au pouvoir aux Etats-Unis, nous assistons aux mêmes conséquences humanitaires, et aux mêmes massacres de population civile que dans la longue série des guerres coloniales ou impérialistes qui sous couvert de liberté et de sécurité n'ont qu'un seul objectif : que les plus riches, ou leurs multinationales, leurs fonds de pension et leurs fonds d'investissements, s'accaparent encore plus de richesses pour réaliser encore plus de profits.

Mais cette fois, leur adversaire a utilisé l'arme économique pour riposter, en fermant les vannes de l'approvisionnement maritime mondiale déclenchant une nouvelle crise énergétique, un « choc pétrolier » comme l'a affirmé de bonne foi le ministre de l'économie avant se faire rappeler à l'ordre.

Nous subissons, de nouveau, une flambée du prix des carburants qui frappe durement les collectivités que nous sommes, les ménages et tous les secteurs économiques à l'exception évidemment des acteurs du secteur de l'énergie, qui eux, les pétroliers en têtes, en profitent une nouvelle fois pour réaliser des plus-values astronomiques.

Les décisions belliqueuses prises par l'extrême-droite « va-t-en-guerre » que l'on connaît à travers les visages des chefs d'Etat Américain, Israël ou Russe, ont des conséquences concrètes pour les habitants de la planète entière. Et encore ce n'est rien face à la menace qu'ils font peser par les armes nucléaires.

Hier matin, un accord de cessez-le-feu de deux semaines et une réouverture du détroit d'Ormuz ont été acté entre les Etats-Unis et l'Iran. Une première étape qui, nous l'espérons tous, aboutira à une paix durable.

Cette crise pétrolière nous rappelle une nouvelle fois de plus la nécessité de sortir des énergies fossiles. Mais tant que nous aurons besoin de pétrole, nous devons le raffiner ici, en France, ici en Normandie, ici en Seine-Maritime.

C'est une question d'éthique, car notre réglementation environnementale est plus respectueuse de la planète que dans d'autres pays, mais c'est aussi un enjeu de souveraineté énergétique. Nous ne pouvons pas dépendre de puissances étrangères pour produire notre énergie.

Or, la France ne compte plus aujourd'hui que 7 raffineries. Il y en avait 16 de plus qu'en 1975. Depuis 2010, quatre sites ont fermé, dont le dernier est bien connu ici puisqu'il s'agit de Pétroplus, à Petit-Couronne.

Si le litre d'essence à plus de 2 euros est une dépense insupportable pour les millions de Français contraints de prendre leur voiture chaque jour, pour d'autres, c'est une aubaine. Depuis le début du conflit, c'est le « jackpot » pour les actionnaires de Total : plus d'un milliard de bénéfices !

S'il y a bien une chose qui ne change pas, c'est que la guerre profite toujours au capitalisme. Maintenant que les voies d'approvisionnement sont de nouvelles fonctionnelles, il va falloir que les prix à la pompe baissent aussi vite qu'ils sont montés.

80 années après la nationalisation du secteur de l'énergie qui a porté ses fruits pendant des décennies avant d'être privatisé avec les conséquences que l'ont connaît tous, il serait grand temps d'en revenir à un secteur unique et public de l'énergie en France.

Pour répondre à cette nouvelle crise, le gouvernement a annoncé des « mesurette » ciblées à destination de quelques professions. Or, des millions de français sont piégés, car obligés de prendre leur voiture chaque matin pour aller travailler.

À l'échelle nationale, des solutions existent. L'Espagne a, par exemple, adopté un plan d'urgence en divisant par deux la TVA sur l'essence pour soutenir les ménages.

La mise en place d'une TIPP flottante serait également une solution pour soutenir les usagers, et ce, sans perte de recette pour l'État. Et plus globalement, il est urgent d'augmenter les salaires. Les travailleurs doivent pouvoir vivre dignement de leur labeur.

Au titre de la solidarité, notre Département a également le devoir d'agir pour aider les Seinomarins à surmonter cette crise : bouclier social, aides directes, remise en place de l'aide à l'achat de vélos... Plusieurs mesures sont possibles. Ce sera l'objet du débat que notre groupe va proposer par l'intermédiaire de mon collègue Nicolas LANGLOIS.